

Le Répertoire National des Certifications Professionnelles (RNCP)

Résumé descriptif de la certification **Code RNCP : 15671**

Intitulé

L'accès à la certification n'est plus possible

MASTER : MASTER Droit, Économie, Gestion à finalité professionnelle Mention Droit privé Spécialité Droit de l'entreprise

AUTORITÉ RESPONSABLE DE LA CERTIFICATION	QUALITÉ DU(ES) SIGNATAIRE(S) DE LA CERTIFICATION
Université de Pau et des Pays de l'Adour, Ministère chargé de l'enseignement supérieur	Président de l'Université de Pau et des Pays de l'Adour, Recteur d'Académie Chancelier des universités

Niveau et/ou domaine d'activité

I (Nomenclature de 1967)

7 (Nomenclature Europe)

Convention(s) :

Code(s) NSF :

128 Droit, sciences politiques, 120 Spécialités pluridisciplinaires, sciences humaines et droit

Formacode(s) :

Résumé du référentiel d'emploi ou éléments de compétence acquis

Parcours A : Juriste d'affaires

Ce diplômé spécialiste du droit des sociétés et du droit fiscal détecte, analyse et traite les problèmes juridiques de l'entreprise.

Il délivre des informations et des conseils argumentés à destination du chef d'entreprise, des directeurs de ressources humaines, du comité d'entreprise et des partenaires juridiques (expert-comptable, commissaire aux comptes...)

Parcours B : Droit de la consommation

Les diplômés de ce Master peuvent être des cadres supérieurs dans la fonction publique (DGCCRF ou direction générale des impôts par exemple) comme dans le secteur privé (cabinets d'avocats, grandes entreprises, assurances, banques). Grâce à l'importance de leur connaissances juridiques et à leur finesse d'analyse, ils peuvent diriger des équipes, résoudre les problèmes juridiques complexes et donner des conseils argumentés

Parcours C : Juriste d'affaires franco-espagnol

Dans le domaine du droit des affaires en général et du droit des affaires franco-espagnol en particulier, le diplômé du Master spécialisé Juriste d'affaires Franco-espagnol reçoit la clientèle, conseille les entreprises, le chef d'entreprise et ses partenaires, organise l'application du droit des affaires franco-espagnol, élabore ou fait élaborer des actes juridiques variés en français et en espagnol (contrats civils et commerciaux...).

Il exécute des opérations juridiques complexes en droit des affaires dans les deux langues (fusions, transformations de sociétés, cessions de parts ou d'actions, augmentations de capital, opérations sur le capital, restructuration...).

Il fournit son expertise sur toutes questions juridiques et économiques de l'entreprise.

Il délivre des informations et des conseils juridiques à destination du chef d'entreprise, des directeurs de ressources humaines, du comité d'entreprise et des partenaires juridiques de l'entreprise (experts-comptables, commissaires aux comptes, administrateurs judiciaires...).

Parcours A : Juriste d'affaires

Le diplômé de ce Master est capable de :

- mettre en œuvre ses connaissances et compétences juridiques en droit commercial et fiscal, droit des sociétés, droit du travail afin de permettre à l'entreprise d'anticiper et de traiter ses difficultés techniques et juridiques
- étudier de façon permanente et d'actualiser ses connaissances en matière de lois, règlements, jurisprudence afin de s'adapter aux évolutions de l'environnement juridique de l'entreprise
- connaître les implications des textes législatifs et réglementaires en vue d'évaluer les contraintes, éviter les contentieux et conseiller efficacement le chef d'entreprise et ses partenaires
- préparer, instruire, rédiger de nombreux dossiers tels que :
 - les contrats civils et commerciaux
 - les actes juridiques
 - les montages juridiques
 - la vérification de la situation juridique et administrative d'un bien de l'entreprise
 - la défense de l'intérêt de l'entreprise en justice

Parcours B : Droit de la consommation

Le diplômé de ce Master est capable de :

Mettre en œuvre ses connaissances et compétences juridiques en droit des contrats de consommation, en droit communautaire, en droit des assurances, en droit du crédit, en droit de la distribution et de la concurrence, en droit des associations...:

AFIN :

- d'identifier les besoins juridiques des consommateurs et de les conseiller dans leurs litiges avec les professionnels.
- de guider les décisions des grandes entreprises françaises ou étrangères dans leurs stratégies vis-à-vis des consommateurs comme à l'égard des concurrents sur le marché.

- de conseiller les personnes physiques et morales de droit privé dans le but d'éviter un contentieux (arbitrage notamment) ou de proposer des stratégies juridiques contentieuses.
- de rédiger des contrats dans le respect d'une législation foisonnante et qui évolue sans cesse sous l'influence déterminante du droit communautaire.

Parcours C : Juriste d'affaires franco-espagnol

Le diplômé de ce Master est capable de :

- mettre en œuvre ses connaissances et compétences juridiques en droit des affaires en général et en droit des affaires comparé franco-espagnol en particulier (droit des sociétés, droit fiscal, droit social, droit commercial, droit de la concurrence, commerce international...) afin de permettre à l'entreprise d'anticiper et de traiter ses difficultés techniques et juridiques.
- étudier de façon permanente et actualiser ses connaissances en matières de lois, règlements et jurisprudences français et espagnol afin de s'adapter aux évolutions de l'environnement juridique de l'entreprise.
- connaître les implications des textes législatifs et réglementaires français et espagnols en vue d'évaluer les contraintes, éviter les contentieux et conseiller efficacement le chef d'entreprise et ses partenaires.
- préparer, instruire, rédiger de nombreux dossiers tels que :
 - contrats civils et commerciaux internes et internationaux
 - fusions-acquisitions transfrontalières
 - transports transfrontaliers et internes
 - montages juridiques en matière de sociétés, rédaction de statuts, accomplissement des formalités, suivi des actes sociaux, suivi des assemblées générales
 - augmentation / réduction / opération sur le capital
 - restructurations
- vérifier la situation juridique et administrative des biens de l'entreprise
- défendre les intérêts de l'entreprise en justice

Secteurs d'activité ou types d'emplois accessibles par le détenteur de ce diplôme, ce titre ou ce certificat

Le diplômé peut assurer des fonctions d'organisation, de conseil, d'étude et de contrôle dans divers secteurs d'activités en France et notamment :

- Conseils juridique et fiscal (Parcours A, B et C)
- Entreprises du secteur public et privé (A, B et C)
- Assurances (Parcours A, B et C)
- Banques (Parcours A, B et C)
- Professions libérales (Parcours A, B et C)

Le diplômé peut également assurer ces mêmes fonctions d'organisation, de conseil, d'étude et de contrôle dans divers secteurs d'activités à l'étranger et particulièrement dans l'espace Hispanophone :

- Conseils juridique et fiscal en Espagne et en Amérique Latine (Parcours C)
- Entreprises du secteur public et privé en Espagne et en Amérique Latine (Parcours C)
- Assurances en Espagne et en Amérique Latine (Parcours C)
- Banques en Espagne et en Amérique Latine (Parcours C)
- Professions libérales en Espagne et en Amérique Latine (Parcours C)

Le diplômé peut occuper les emplois suivants dans la fonction publique (après réussite du concours) :

- Magistrat (Parcours A, B et C)
- Enseignant-chercheur en droit des affaires comparé (Parcours C)

Le diplômé peut exercer les professions suivantes dans le secteur privé (après réussite aux examens) :

- Avocat (Parcours A, B et C)
- Commissaire aux comptes (Parcours A, B et C)
- Juriste d'entreprise (Parcours A, B et C)
- Administrateur judiciaire (Parcours A, B et C)
- Mandataire judiciaire (Parcours A, B et C)
- Juriste de banque (Parcours A, B et C)
- Juriste en cabinet d'assurances (Parcours A, B et C)

Le diplômé du parcours C Juriste d'affaires Franco-espagnol peut exercer les mêmes professions que celles ci-dessus énoncées dans l'espace Hispanophone :

- Avocat (Parcours C)
- Commissaire aux comptes (Parcours C)
- Juriste d'entreprise (Parcours C)
- Administrateur judiciaire (Parcours C)
- Mandataire judiciaire (Parcours C)
- Juriste de banque (Parcours C)
- Juriste en cabinet d'assurances (Parcours C)

Codes des fiches ROME les plus proches :

K1903 : Défense et conseil juridique

K1901 : Aide et médiation judiciaire

K1902 : Collaboration juridique

C1109 : Rédaction et gestion en assurances

Modalités d'accès à cette certification**Descriptif des composantes de la certification :****PARCOURS A: DROIT DE LA CONSOMMATION :**

Semestre 1 : M1 ; UE Droit des sûretés (9 ECTS) ; UE Droit Bancaire ou Droit patrimonial (9 ECTS) ; UE Droit Bancaire ou Droit patrimonial (6 ECTS) ; 2 matières au choix (3 ECTS chacune)

Semestre 2 : M1 ; UE Droit des procédures collectives (9 ECTS) ; UE Droit des sociétés ou droit Patrimonial (9 ECTS), UE Droit des sociétés ou Droit Patrimonial (6 ECTS) ; 2 matières au choix (3 ECTS chacune)

Semestre 3 : M2 ; UE Droit des associations (6 ECTS) ; UE Droit communautaire (6 ECTS) ; UE Droit du contrat de consommation (9 ECTS) ; UE Méthode et pratique de la distribution (9 ECTS)

Semestre 4 : M2 ; UE Exposé-discussion (13 ECTS); UE Rapport de stage (11 ECTS); UE langue vivante (6 ECTS)

PARCOURS B : JURISTE D'AFFAIRES

Semestre 1 : M1 ; UE Droit des sûretés (9 ECTS) ; UE Droit Bancaire ou Droit patrimonial (9 ECTS) ; UE Droit Bancaire ou Droit patrimonial (6 ECTS) ; 2 matières au choix (3 ECTS chacune)

Semestre 2 : M1 ; UE Droit des procédures collectives (9 ECTS) ; UE Droit des sociétés ou droit Patrimonial (9 ECTS), UE Droit des sociétés ou Droit Patrimonial (6 ECTS) ; 2 matières au choix (3 ECTS chacune)

Semestre 3 : M2 ; UE Droit des sociétés (9 ECTS) ; UE Droit fiscal (9 ECTS) ; UE Comptabilité (7 ECTS) ; UE Droit social (5 ECTS)

Semestre 4 : M2 ; UE Exposé-discussion (13 ECTS); UE Rapport de stage (11 ECTS); UE langue vivante (6 ECTS)

PARCOURS C: JURISTE D'AFFAIRES FRANCO-ESPAGNOL

Semestre 1 : M1 ; UE Droit des sûretés (9 ECTS) ; UE Droit Bancaire ou Droit patrimonial (9 ECTS) ; UE Droit Bancaire ou Droit patrimonial (6 ECTS) ; 2 matières au choix (3 ECTS chacune)

Semestre 2 : M1 ; UE Droit des procédures collectives (9 ECTS) ; UE Droit des sociétés ou droit Patrimonial (9 ECTS), UE Droit des sociétés ou Droit Patrimonial (6 ECTS) ; 2 matières au choix (3 ECTS chacune)

Semestre 3 : M2 ; UE Droit des sociétés (3 ECTS) ; UE Droit fiscal (3 ECTS) ; Droit commercial (3 ECTS) ; Droit social (3 ECTS) ; Procédures collectives (3 ECTS) ; Droit comptable (3 ECTS) ; Commerce international (3 ECTS) ; Droit international privé (3 ECTS) ; Droit bancaire (3 ECTS) ; Droit communautaire des affaires (3 ECTS).

Semestre 4 : M2 ; UE Etude de cas en Droit des sociétés ; UE Etude de cas en Droit fiscal (3 ECTS) ; UE Etude de cas en Droit commercial (3 ECTS) ; UE Etude de cas en Droit social (3 ECTS) ; UE Etude de cas en Procédures collectives (3 ECTS) ; UE Etude de cas en Droit comptable (3 ECTS) ; UE Etude de cas en Commerce international (3 ECTS) ; UE Etude de cas en Droit international privé (3 ECTS) ; UE Etude de cas en Droit bancaire (3 ECTS) ; UE Etude de cas en Droit communautaire des affaires (3 ECTS). Stage à l'étranger de 5 mois (6 ECTS).

Dans le cadre de la formation initiale et continue, le contrôle des connaissances porte sur l'ensemble des Unités d'Enseignement (U.E.) et s'effectue sous forme d'examens écrits, oraux et/ou contrôle continu. L'obtention du diplôme est prononcée à l'issue de la soutenance du travail réalisé en stage (rapport écrit et exposé).

Validité des composantes acquises : illimitée

CONDITIONS D'INSCRIPTION À LA CERTIFICATION	QUINON	COMPOSITION DES JURYS
Après un parcours de formation sous statut d'élève ou d'étudiant	X	Code de l'éducation Article L613-1 : enseignants-chercheurs, enseignants, chercheurs ou, dans des conditions et selon des modalités prévues par voie réglementaire, des personnalités qualifiées ayant contribué aux enseignements, ou choisies, en raison de leurs compétences, sur proposition des personnels chargés de l'enseignement.
En contrat d'apprentissage	X	
Après un parcours de formation continue	X	IDEM
En contrat de professionnalisation	X	
Par candidature individuelle	X	
Par expérience dispositif VAE	X	Enseignants-chercheurs et professionnels

	OUI	NON
Accessible en Nouvelle Calédonie		X
Accessible en Polynésie Française		X

LIENS AVEC D'AUTRES CERTIFICATIONS	ACCORDS EUROPÉENS OU INTERNATIONAUX
	Parcours C : Convention avec l'Université du Pays Basque (Universidad del Pais Vasco)

Base légale

Référence du décret général :

Arrêté du 25 avril 2002 publié au JO du 27 avril 2002

Référence arrêté création (ou date 1er arrêté enregistrement) :

Numéro d'habilitation : 20070787-03 Arrêté du 06.05.2011

Référence du décret et/ou arrêté VAE :

Référence du décret VAE :24 avril 2002

Références autres :

Pour plus d'informations

Statistiques :

<http://www.univ-pau.fr/odetud/>

Autres sources d'information :

<http://www.univ-pau.fr/live/formations>

[Université de Pau et des Pays de l'Adour](#)

Lieu(x) de certification :

Université de Pau et des Pays de l'Adour - UFR Droit Economie Gestion - Avenue du Doyen Poplawski - BP 1633 - 64016 PAU Cédex

Parcours C : FACULTAD DE DERECHO DE SAN SEBASTIAN

UNIVERSIDAD DEL PAIS VASCO

Paseo Manuel de Lardizàbal, 2

20009 - SAN SEBASTIAN

Lieu(x) de préparation à la certification déclarés par l'organisme certificateur :

Parcours A et B:

Université de Pau et des Pays de l'Adour - UFR Droit Economie Gestion - Avenue du Doyen Poplawski - BP 1633 - 64016 PAU Cédex

Parcours C : France et Espagne

FACULTAD DE DERECHO DE SAN SEBASTIAN

UNIVERSIDAD DEL PAIS VASCO

Paseo Manuel de Lardizàbal, 2

20009 - SAN SEBASTIAN

Université de Pau et des Pays de l'Adour - UFR Droit Economie Gestion - Avenue du Doyen Poplawski - BP 1633 - 64016 PAU Cédex

Historique de la certification :